



IDÉES

prospective



MÉDECINE // Banalisée avec la crise du Covid-19, la téléconsultation pallie déjà des carences dans l'accès aux soins. Mais elle ne suffira pas face à l'absence de médecins dans certains territoires.

La télémédecine contre les déserts médicaux, un remède mais pas miracle

Frank Niedercorn
@FNiedercorn

Que faire face à l'avancée des déserts médicaux ? Le sujet arrive à la première place dans les programmes des candidats à l'élection présidentielle dès lors que l'on évoque la santé. On estime à 6,3 millions le nombre de personnes de plus de 17 ans sans médecin traitant, contre 5,1 millions en 2017 selon l'assurance-maladie. Quant à l'Ile-de-France, elle est considérée comme le plus grand désert médical avec 7,5 millions de personnes, soit 62,4 % de sa population vivant dans une zone d'intervention prioritaire. D'où l'enjeu de la télémédecine. « La technologie est disponible et fonctionne. Le véritable enjeu est celui de l'organisation, de la formation et de l'évolution des usages », estime le docteur Robin Ohanessian, fondateur de la société TLM 360.

Terme générique, la télémédecine recouvre en effet plusieurs pratiques. Comme la télérégulation pour les urgences. C'est déjà le quotidien du Samu-Centre 15 de Poitiers, au cœur du département très rural de la Vienne, qui s'appuie sur la plateforme numérique Nomadec de la société Exelus. Après avoir appelé le 15, les utilisateurs reçoivent un lien par SMS qui permet d'activer une conversation en visio avec le régulateur. « C'est une sorte de FaceTime sanitaire très

utile pour la pédiatrie ou la traumatologie. On fait par exemple facilement la différence entre une simple entorse et une double fracture. C'est une réelle amélioration de chances dans l'évaluation du bilan et je suis persuadé que cela va devenir la norme », insiste le docteur Henri Delelis le directeur médical du Samu-Smur 86.

Objets médicaux connectés

L'apport du numérique passe aussi par les objets connectés. Le CHU de Poitiers est à nouveau un bon exemple qui, via Nomadec, travaille avec 17 compagnies privées d'ambulances et 70 Ehpad. Les ambulanciers et les soignants sont équipés d'une tablette et d'appareils connectés portatifs : électrocardiogramme, oxymètre, tensiomètre... « Ces dispositifs sont utilisés au quotidien pour la régulation, avec des données qui nous sont remontées automatiquement via la tablette et la plateforme », précise Henri Delelis. « Une vingtaine de Samu-Smur travaillent avec nous mais celui de la Vienne est de loin le plus en avance », note Xavier Maurin cofondateur de Exelus. Des publications scientifiques réalisées par le CHU ont ainsi montré que la décision du médecin régulateur était meilleure dans 25 % des cas, et que le nombre d'hospitalisations pour les patients d'Ehpad avait baissé d'un quart. Quant à l'utilisation généralisée

de l'électrocardiogramme par les ambulanciers, elle permettrait d'améliorer la prise en charge de 3.000 infarctus du myocarde.

Sous l'effet de la crise sanitaire, c'est surtout le recours à la téléconsultation qui a explosé pour représenter entre 5 % et 8 % des actes médicaux contre moins de 0,5 % fin 2018, juste après l'autorisation de son remboursement. Cela peut-il constituer une arme contre les déserts médicaux ? « Deux tiers de nos patients viennent de zones fragiles et un tiers n'ont pas de médecin traitant. Un quart d'entre eux disent même que, sans le recours à nos services, ils seraient allés aux urgences », assure Maxime Cauterman le directeur médical de Livi et président de l'association Les entreprises de télémédecine (LET). D'autant qu'un nouveau phénomène prend de l'ampleur avec la multiplication des cabines ou des bornes de téléconsultation qui fleurissent partout.

A Coursac, petite ville de Dordogne, le médecin est parti à la retraite en 2019. Un Espace santé a été construit l'année suivante, dans lequel officient déjà plusieurs professionnels de santé. Si le bureau destiné au médecin reste désespérément vide, il abrite depuis le mois de décembre 2021 une borne de téléconsultation. « Il me fallait une solution, notamment pour certaines personnes âgées qui se retrouvaient sans médecin





traitant. Nous avons des consultations quasiment tous les jours, et parfois jusqu'à cinq ou six », explique le maire Pascal Protano.

Engouement du grand public mais prudence des professionnels

Elles apparaissent aussi dans les villes et notamment les pharmacies que Medadom démarche très activement. Quatre sont par exemple installées à Bordeaux. « Nous en avons beaucoup déployé aux portes des grandes villes, notamment dans le Val-de-Marne et en Seine-Saint-Denis, qui sont des zones en forte tension », assure Nathaniel Bern, le cofondateur de Medadom.

Ex-urgentiste reconvertie en médecine générale, Stéphanie Poignant travaille avec Medadom depuis quatre ans : « J'ai beaucoup de patients qui n'ont plus de médecin traitant depuis des mois, et n'ont d'autre solution médicale que de se débrouiller avec le pharmacien pour le renouvellement de leur ordonnance. Il est dommage d'en être arrivé là mais, face à la détresse, la téléconsultation prend sa place. Cela doit pourtant rester occasionnel et l'on doit insister sur ce message. Je le répète souvent : je ne peux pas devenir votre médecin traitant ! »

Les spécialistes de la santé restent d'ailleurs extrêmement prudents quant au réel intérêt de la téléconsultation. « La crise du Covid-19 a modifié le paysage quant à l'utilisation de la téléconsultation. Pour évaluer son impact sur le long terme, il faut attendre de revenir à une situation plus classique, et d'en voir les gains sur un plan médical », estime Julien Mousquès, chercheur en économie de la santé. Son engouement auprès du grand public semble pourtant progresser, d'autant que d'autres concepts apparaissent, tel le service médical par messagerie instantanée.

C'est le choix de Biloba, qui revendique 70 professionnels de santé spécialisés en pédiatrie pour prendre en charge les questions des parents abonnés. « Nous répondons en 10 minutes, de 7 heures à 22 heures. Nous sommes complémentaires du suivi médical et nous faisons gagner du temps à la fois aux parents et au médecin. Dans un cas sur cinq, nous redirigeons vers la consultation », assure le fondateur Benjamin Hardy. Une autre révolution plus discrète vient d'avoir lieu, qui aura un fort impact sur l'accès aux soins. Celle de la télé expertise, qui permet à un professionnel de santé de

solliciter à distance l'avis d'un ou de plusieurs confrères.

Cette pratique était jusqu'à présent rémunérée entre médecins, et seulement pour certains patients atteints de maladies rares ou de longue durée. Depuis le 1^{er} avril dernier, elle est ouverte à l'ensemble des patients et des professionnels de santé. Une première mondiale. « C'est un virage historique et l'on change d'échelle. Songez par exemple que 600.000 infirmiers pourront par notre plateforme demander l'avis d'un médecin. C'est une façon de répondre aux défis posés par la pénurie médicale et les difficultés d'accès aux soins », s'enthousiasme Baptiste Truchot, le fondateur de la plateforme Omnidoc. ■

Bienvenue dans la cabine de téléconsultation

Cabine, borne ou totem. Quelle que soit leur forme, les dispositifs dédiés à la téléconsultation se multiplient, souvent dans les pharmacies, parfois dans les centres de santé, les mairies voire les maisons France Services. Plusieurs fournisseurs se disputent le marché, à commencer par le pionnier du secteur H4D et deux jeunes entreprises, dont Tesson et surtout Medadom qui a levé 40 millions d'euros en 2020, et gagné un appel d'offres de l'UGAP pour devenir le fournisseur des collectivités. Le patient y bénéficie, sans avoir pris rendez-vous, d'une consultation vidéo avec un médecin qui le guide pour utiliser les instruments à sa disposition : stéthoscope, tensiomètre, thermomètre, oxymètre, dermatoscope... La location est facturée, entre 300 et 700 euros mensuels, par le prestataire qui garantit en principe l'accès à un médecin en moins de 10 minutes.

disparités : 626 spécialistes pour 100.000 habitants à Paris, et 70 à 80 dans l'Eure, la Meuse, l'Ain ou la Mayenne.
● 13 % de médecins généralistes en moins entre 2010 et 2025 (source : Mutualité Française, 2020).

On estime à 6,3 millions le nombre de personnes de plus de 17 ans sans médecin traitant, selon l'assurance-maladie.





Ce phénomène prend de l'ampleur avec la multiplication des cabines de téléconsultation. *Photo DR*

